



Les étudiants contestataires misent sur l'effet domino

De nouvelles facs se mobilisent à la suite des violences à Montpellier, et veulent faire « converger les luttes ».

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU

VOILÀ DES MOIS que Maryam, étudiante en licence de lettres à la Sorbonne, à Paris, tentait de convaincre ses camarades. Depuis une semaine, le discours de cette militante de l'Unef semble se faire mieux entendre, contre la réforme Parcoursup qui change les modalités d'accès des bacheliers à l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, une partie de sa fac rejoindra la manifestation des cheminots à Paris. La « convergence des luttes » sur toutes les lèvres dans les AG (assemblées générales) se dessine-t-elle ?

Maryam, en tout cas, le reconnaît : les tracts distribués depuis quatre mois ont eu moins d'impact que les images qui depuis dix jours s'échangent de portable en portable sur les violences subies dans la nuit du 22 au 23 mars par des étudiants à Montpellier (Hérault). Des militants qui s'étaient retrouvés dans l'après-midi pour une assemblée générale et un début de blocage dans un amphithéâtre de la faculté de droit ont été évacués manu militari par un commando d'hommes cagoulés.

« ILS VEULENT COMPRENDRE, ET ILS VIENNENT AUX AG »
SHAN, ÉTUDIANT À LA SORBONNE

Le doyen de la faculté ainsi qu'un enseignant, suspectés d'avoir respectivement facilité et participé à ces violences, ont été mis en examen et suspendus de leurs fonctions.

Mais la réponse de la justice et du ministère de l'Enseignement supérieur à cette affaire rarissime n'a pas tari l'indignation.

« Les étudiants que je rencontre veulent comprendre, et ils viennent aux AG, assure Shan, en licence à l'université Paris-Sorbonne. Ce qui s'est passé à Montpellier a produit un effet domino. » A Rennes (Ille-et-Vilaine), le lendemain même de l'affrontement, une manifestation spontanée a rassemblé plusieurs centaines d'étudiants dans les rues. A Lille (Nord) et Strasbourg (Bas-Rhin), des incidents impliquant notamment des groupuscules d'extrême droite ont aussi ému.

Au point de fournir le souffle qui manquait pour que les actions jusqu'ici isolées contre Parcoursup se transforment en lame de fond ? A la Fage, le principal syndicat étudiant, favorable à Parcoursup, on n'y croit guère, et pas seulement parce que les partiels approchent, et avec eux l'exaspération de certains élèves agacés de manquer des cours. « Les tensions ne sont pas le fait d'étudiants lambda », affirme le président de la Fage, Jimmy Losfeld, qui craint que les étudiants voient le débat sur l'université « confisqué par des



Tolbiac est l'un des trois sites bloqués recensés par le gouvernement, avec Toulouse et Montpellier.



petits groupes très politisés ». Laurence Giavarini, enseignante à l'université de Dijon (Côte-d'Or) et membre du collectif Sauvons l'université (classé à gauche), pense à l'inverse que le mouvement s'étend. « L'affaire de Montpellier a cristallisé des opinions dans des endroits qui jusqu'ici peinaient à se fédérer, affirme-t-elle. La carte des mobilisations que nous tenons quotidiennement à jour ne cesse de s'étoffer. »

« LES SALLES DE COURS DE LA FACULTÉ DE LETTRES SONT TOUTES BLOQUÉES »
UNE ÉTUDIANTE À NANCY

Alors que le gouvernement décompte trois sites « bloqués », à Paris (le bâtiment de Tolbiac), à Toulouse (Haute-Garonne) et à Montpellier, et promet que les partiels auront lieu « partout », les opposants à Parcoursup dénombrent de leur côté « une

quinzaine » de sites mobilisés, à des degrés divers. A Dijon, les étudiants ont obtenu d'occuper une salle et d'y mener des conférences sur Parcoursup. A Nancy (Meurthe-et-Moselle), un millier de personnes, selon les organisateurs, se sont retrouvées à la dernière AG, mercredi. « Les salles de cours de la faculté de lettres sont toutes bloquées », assure une étudiante.

Alors que la fac de droit de Montpellier rouvre aujourd'hui sous haute tension, après dix jours de fermeture administrative, Nice (Alpes-Maritimes) pourrait à son tour entrer dans la danse des blocus. Une centaine d'étudiants ont voté vendredi l'occupation du campus de Valrose. Une action hautement symbolique. C'est cette université que dirigeait Frédérique Vidal avant d'être nommée, au printemps dernier, ministre de l'Enseignement supérieur par Emmanuel Macron.



LP/LUCAS BAROULET

Université de Tolbiac-Paris-I, le 29 mars. Les étudiants, opposés à la réforme Parcoursup, occupent la fac.